

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2018, puisqu'il vise à les compléter. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière significative des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2019 et 2020, sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité et sur les attentes à l'égard de la transaction envisagée visant London Stock Exchange Group plc et Refinitiv. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir un effet sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 1^{er} août 2019.

Suivent les principales rubriques du présent rapport de gestion :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers.....	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	7
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	15
• Perspectives – Nos perspectives financières actuelles	19
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire principal et contrôlant, ainsi qu'avec notre partenariat Refinitiv	22
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2019 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	23
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables et des récentes prises de position en comptabilité	23
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	23
• Annexes – Des informations supplémentaires, notamment au sujet de la performance de Refinitiv	25

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats tirés des activités poursuivies sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Le 1^{er} octobre 2018, nous avons vendu 55 % de notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv. Nous avons présenté le secteur Activités financières et risque dans les activités abandonnées jusqu'au 1^{er} octobre 2018, date de clôture de la transaction. Nos résultats, sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, tiennent compte des résultats des entreprises acquises depuis la date de leur acquisition et, sauf pour ce qui est du résultat dilué par action et des flux de trésorerie, font abstraction des résultats de notre ancien secteur Activités financières et risque. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % dans les résultats du partenariat Refinitiv, laquelle est incluse à un poste distinct intitulé « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » à notre état consolidé du résultat net depuis le quatrième trimestre de 2018. Le résultat ajusté, qui constitue une mesure non conforme aux IFRS, ne tient pas compte de notre quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement des perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent l'incidence des fluctuations des cours de change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos activités affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie ci-dessous).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants :

Terme	Définition
pb	Point de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes cours de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone
IFRS 16	IFRS 16 <i>Contrats de location</i> , nouvelle norme comptable adoptée le 1 ^{er} janvier 2019. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 pour plus de détails.
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. De plus, elle exclut la valeur initiale de l'entente de 30 ans conclue par Reuters News le 1 ^{er} octobre 2018, qui est traitée comme une acquisition jusqu'au 1 ^{er} octobre 2019. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion (« Mesures financières non conformes aux IFRS »).
Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG.
Refinitiv	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1 ^{er} octobre 2018.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social. Au deuxième trimestre de 2019, nous avons changé la dénomination de notre secteur Fiscalistes, qui s'appelle maintenant Fiscalité et comptabilité, afin de mieux refléter la nature des clients de ce secteur. Nous n'avons pas changé notre façon de gérer ces activités.'

Professionnels du droit



Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés



Ce secteur propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services que nous offrons dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.

Fiscalité et comptabilité



Ce secteur propose aux autorités fiscales gouvernementales et aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News



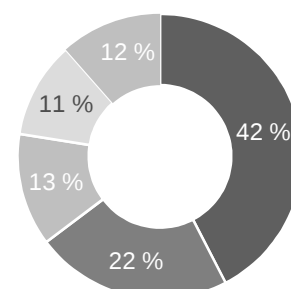
Ce secteur est un fournisseur de services d'information et de nouvelles multimédias en temps réel pour les journaux, les réseaux de télédiffusion et de câblodiffusion, les stations de radio et les sites Web du monde entier, ainsi que pour Refinitiv.

Publications mondiales

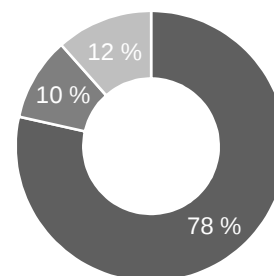


Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2019



- Professionnels du droit
- Grandes sociétés
- Fiscalité et comptabilité
- Reuters News
- Publications mondiales



- Récurrents
- Transactions
- Publications mondiales

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Caractère saisonnier des activités

Nos produits des activités ordinaires et notre résultat d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la publication de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. En outre, le calendrier des charges liées au siège social peut influencer sur le caractère saisonnier de notre résultat d'exploitation, car nous engageons des charges importantes pour repositionner nos activités à la suite de la vente du secteur Activités financières et risque. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires sur ces charges.

Faits saillants

Nous avons connu une période mouvementée jusqu'à la date du présent rapport de gestion. Le 1^{er} août 2019, nous avons annoncé avoir convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à London Stock Exchange Group plc (« LSEG ») dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$. La transaction envisagée reflète la tendance à la consolidation des infrastructures des marchés financiers mondiaux et des secteurs des données. Nous estimons que la transaction permettrait à notre société, à titre de futur actionnaire potentiel de LSEG, de trouver l'équilibre entre la capacité de tirer parti d'une création de valeur supplémentaire à long terme et la capacité de monétiser notre investissement au fil du temps. La clôture de la transaction envisagée est prévue pour le deuxième semestre de 2020; elle est assujettie à l'approbation des actionnaires de LSEG, aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux conditions usuelles de clôture (se reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » ci-après pour de plus amples renseignements).

En juillet 2019, nous avons acquis Confirmation, un fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats, et HighQ, un fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires. Avec l'acquisition en novembre 2018 d'Integration Point, un fournisseur de solutions de gestion du commerce international destinées aux professionnels du secteur du commerce et de la conformité, nous avons dépensé environ la moitié du fonds d'investissement de 2 G\$ que nous avons mis de côté sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque en 2018 pour des acquisitions futures ou des rachats d'actions. Nous renforçons nos activités dans les secteurs du droit, de la fiscalité et de la comptabilité et des grandes sociétés en nous tournant vers des entreprises de conception de logiciels infonuagiques qui, selon nous, offriront des occasions d'améliorer notre positionnement, de mieux servir nos clients et de favoriser notre croissance interne.

Suivent les faits saillants financiers de nos résultats du deuxième trimestre de 2019, lesquels comprennent uniquement les activités poursuivies, à moins d'indication contraire.

	Trimestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %	
Résultat d'exploitation	447	204	119 %	
Résultat dilué par action (compte tenu des activités abandonnées)	0,37 \$	0,88 \$	(58) %	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (compte tenu des activités abandonnées)	141	803	(83) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %	10 %
BAIIA ajusté	355	348	2 %	—
Marge du BAIIA ajusté	25,0 %	26,6 %	(160) pb	(240) pb
Résultat ajusté par action	0,29 \$	0,17 \$	71 %	65 %
Flux de trésorerie disponibles (compte tenu des activités abandonnées)	1	555	(100) %	

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 9 % au total et de 10 % en devises constantes, en raison principalement des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par Reuters News du fait qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans conclue en octobre 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires est aussi attribuable à la hausse des produits récurrents dans nos autres secteurs axés sur le client. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 4 %, l'augmentation de 5 % des produits récurrents ayant été en partie contrebalancée par une diminution des produits du secteur Publications mondiales.

Le résultat d'exploitation a augmenté considérablement du fait d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée avec LSEG (se reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Le BAIIA ajusté, dont est exclu cet apport, entre autres éléments, a augmenté de 2 % en raison du change. La marge du BAIIA ajusté a diminué, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant été en majeure partie contrebalancée par la hausse des charges, y compris des coûts et investissements engagés pour repositionner la société après la séparation du secteur Activités financières et risque.

Le résultat dilué par action a diminué pour s'établir à 0,37 \$ par action, en comparaison de 0,88 \$ par action pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement la perte du résultat net du secteur Activités financières et risque, lequel était inscrit dans les activités abandonnées en 2018. Le résultat ajusté par action, qui exclut notamment les activités abandonnées, est passé de 0,17 \$ par action à 0,29 \$ par action, hausse qui rend compte principalement de la diminution du nombre d'actions en circulation et de la baisse de la charge d'intérêts.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont diminué, du fait de la perte des flux de trésorerie provenant de notre ancien secteur Activités financières et risque, notre participation majoritaire ayant été vendue le 1^{er} octobre 2018, ainsi que des investissements visant à repositionner Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société. La diminution des flux de trésorerie disponibles reflète les mêmes facteurs.

Perspectives

Nous avons initialement communiqué les perspectives commerciales pour les exercices 2019 et 2020 en février 2019. À la lumière de notre performance pour le premier semestre de 2019, nous avons révisé à la hausse, le 1^{er} août 2019, nos perspectives au chapitre de la croissance des produits des activités ordinaires et du BAIIA ajusté pour 2019 et 2020. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour connaître nos perspectives commerciales révisées pour l'ensemble des exercices 2019 et 2020. Nous présentons les perspectives pour deux exercices complets en raison de l'incidence notable, sur les résultats de l'exercice 2019, des coûts engagés pour séparer notre société de Refinitiv et la repositionner afin de favoriser la croissance. En comparaison, 2020 devrait être le premier exercice au cours duquel nos résultats financiers refléteront l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés de ces mesures.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue conjointement avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, Thomson Reuters a annoncé qu'elle avait convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$. À l'heure actuelle, Refinitiv est détenue à hauteur de 55 % par Blackstone et de 45 % par Thomson Reuters. D'après le capital-actions de LSEG émis en date du 31 juillet 2019, Blackstone et Thomson Reuters détiendront, à la suite de cette transaction, une participation combinée de 37 % dans LSEG (dont une tranche d'environ 15 % serait attribuée à Thomson Reuters) et un intérêt avec droit de vote combiné de moins de 30 %. La participation de Thomson Reuters dans les actions de LSEG sera détenue par une entité que posséderont conjointement Blackstone et Thomson Reuters (l'« entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters »). Il est prévu qu'à la clôture de cette transaction, Thomson Reuters détiendra indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 6,7 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 31 juillet 2019. La participation estimative de Thomson Reuters mentionnée ci-dessus tient compte de l'acquisition prévue d'une participation supplémentaire dans Refinitiv aux termes d'une convention conclue avec Blackstone visant des bons de souscription, qui seront exercés dans le cadre de la clôture de la transaction.

Participations

À la clôture, LSEG fera l'acquisition des activités de Refinitiv et, en échange, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters recevra des actions à droit de vote ordinaire de LSEG et des actions échangeables d'une filiale de LSEG, à raison de une contre une, et donnant droit au même dividende par action que celui versé sur les actions ordinaires. Dans le cadre de la clôture, le consortium de Blackstone recevra séparément des titres supplémentaires de LSEG relativement à ses actions privilégiées de Refinitiv.

Justification de la transaction

La transaction permettra de réunir deux entreprises très complémentaires afin de créer un fournisseur mondial d'infrastructures des marchés financiers de premier plan basé au Royaume-Uni, offrant des services de données et d'analyse de pointe, ayant des capacités importantes liées aux marchés financiers dans un éventail de catégories d'actifs et proposant une vaste gamme de services post-négociation, avantageusement positionnée pour tirer parti de la croissance future dans un environnement en pleine mutation. L'entreprise regroupée sera bien placée dans toutes les régions clés et offrira d'importants avantages à ses clients dans l'ensemble des secteurs d'activité de LSEG en étendant ses capacités de négociation à toutes les catégories d'actifs, en améliorant ses capacités de contenu de données, de gestion et de distribution, en accroissant son empreinte mondiale et sa gamme de services offerts aux clients et en permettant à LSEG, à Refinitiv et à leurs clients de profiter des innovations et des occasions de croissance futures fondées sur les données et la technologie. Ensemble, LSEG et Refinitiv ont généré des produits des activités ordinaires annuels combinés de plus de 6 milliards de livres en 2018, ce qui aurait fait de l'entreprise regroupée le plus important fournisseur d'infrastructures des marchés financiers coté en bourse l'an dernier pour ce qui est du chiffre d'affaires.

Gouvernance

L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters aura le droit de nommer trois administrateurs de LSEG non membres de la direction tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 25 % de LSEG, deux administrateurs de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 17,5 % mais moins de 25 % de LSEG, et un administrateur de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 10 % mais moins de 17,5 % de LSEG (tous les pourcentages étant calculés en supposant l'échange des actions échangeables). Tant et aussi longtemps que l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters aura le droit de nommer trois administrateurs, un candidat à l'élection au poste d'administrateur sera un représentant de Thomson Reuters.

Sous réserve de certaines exceptions, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters a convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder ses actions de LSEG durant les deux premières années suivant la clôture de la transaction. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters aura le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en sa faveur. La convention de blocage expirera à la date du quatrième anniversaire de la clôture. Une fois cette convention de blocage expirée, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters pourra céder ses actions de LSEG pourvu que cette cession ait lieu dans le cadre d'une activité de négociation ordonnée. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters sera également assujettie à une restriction de « statu quo », aux termes de laquelle elle conviendra (conjointement avec les investisseurs sous-jacents) de ne pas, entre autres choses, acquérir d'actions de LSEG supplémentaires ou présenter une offre publique d'achat visant LSEG durant certaines périodes prédéterminées. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters s'est également engagée à exercer les droits de vote rattachés à ses actions de LSEG conformément à la recommandation du conseil d'administration de LSEG à l'égard des résolutions devant être soumises au vote des actionnaires de LSEG, sauf dans certains cas.

Dividendes

Après la clôture de la transaction, les flux de trésorerie disponibles de Thomson Reuters bénéficieront de tous les dividendes futurs que LSEG versera à ses actionnaires.

Synergies attendues

L'information qui suit concernant les synergies attendues au chapitre des économies de coûts et des produits des activités ordinaires a été fournie à Thomson Reuters par LSEG et constitue de l'information prospective. Les lecteurs sont priés de consulter les documents publics de LSEG (notamment son annonce datée du 1^{er} août 2019 concernant la transaction envisagée) pour de plus amples renseignements.

LSEG cible des synergies de coûts annualisées de plus de 350 millions de livres d'ici la fin de la cinquième année suivant la clôture. Ces synergies sont en sus de celles de 650 M\$ ciblées par le programme d'économies de coûts de Refinitiv précédemment annoncé et en cours d'exécution (programme dont il est question plus loin dans le présent rapport de gestion). LSEG vise également l'atteinte de synergies annualisées au chapitre des produits des activités ordinaires de plus de 225 millions de livres d'ici la fin de la cinquième année suivant la clôture.

Entente conclue par Reuters News

L'entente d'une durée de 30 ans conclue entre Reuters News et Refinitiv l'an dernier demeurera en vigueur après la clôture de la transaction et sera reprise par l'entreprise regroupée.

Autres questions

Bien qu'il soit actuellement prévu que LSEG réglera la contrepartie exclusivement au moyen de l'émission d'actions en faveur de l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters, LSEG pourra, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la valeur de la contrepartie totale en trésorerie. Le versement de toute contrepartie en trésorerie viendra réduire le nombre d'actions de LSEG émises en faveur de l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters.

Nous prévoyons que la transaction envisagée sera en grande partie une transaction à imposition différée pour Thomson Reuters, puisque nous nous attendons à payer la majeure partie de l'impôt sur le profit ultérieurement, lorsque nous vendrons les actions de LSEG ne faisant plus l'objet d'une convention de blocage. Toutefois, lors de la clôture de la transaction, une importante partie de l'impôt relatif au profit pourrait devenir exigible. Dans pareil cas, nous prévoyons financer cet impôt par la voie d'une libération anticipée du délai de blocage, ce qui nous permettrait de vendre le nombre d'actions de LSEG nécessaire pour générer un produit suffisant pour payer l'impôt en question.

Résultats d'exploitation – Activités poursuivies

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2019	2018	Total	Devises constantes	2019	2018	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %		2 910	2 690	8 %	
Résultat d'exploitation	447	204	119 %		721	472	53 %	
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,43 \$	0,20 \$	115 %		0,68 \$	0,44 \$	55 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %	10 %	2 910	2 690	8 %	10 %
BAlIA ajusté	355	348	2 %	—	752	778	(3) %	(4) %
Marge du BAlIA ajusté	25,0 %	26,6 %	(160) pb	(240) pb	25,8 %	28,9 %	(310) pb	(380) pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	225	217	4 %		512	468	10 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	15,9 %	16,6 %	(70) pb		17,6 %	17,4 %	20 pb	
Résultat ajusté par action	0,29 \$	0,17 \$	71 %	65 %	0,65 \$	0,44 \$	48 %	43 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Produits récurrents	1 115	984	13 %	15 %	2 250	1 989	13 %	15 %
Produits tirés des transactions	144	153	(6) %	(5) %	332	351	(5) %	(4) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	164	174	(6) %	(3) %	329	351	(6) %	(4) %
Éliminations	–	–			(1)	(1)		
Produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %	10 %	2 910	2 690	8 %	10 %

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total et en devises constantes, en raison principalement de l'apport de 6 % des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par notre secteur Reuters News étant donné qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans conclue en octobre 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires est aussi attribuable à la hausse des produits récurrents dans nos autres secteurs axés sur le client pour les deux périodes. Les produits tirés du secteur Publications mondiales et les produits tirés des transactions ont diminué au cours des deux périodes, la baisse des produits tirés des transactions reflétant la vente de plusieurs petites entreprises.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 4 % pour les deux périodes, sous l'effet de l'augmentation de 5 % des produits récurrents, qui représentent l'essentiel de nos activités, en partie contrebalancée par une diminution des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits tirés des transactions ont affiché une croissance interne de 2 % pour le deuxième trimestre, mais ont diminué de 1 % pour le semestre. Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, qui représentent collectivement environ 80 % de nos produits des activités ordinaires, ont affiché une croissance interne de 5 % pour les deux périodes.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance de nos produits des activités ordinaires des deux périodes en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport à la livre sterling, au réal brésilien et au peso argentin en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat d'exploitation, BAlIA ajusté et BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le résultat d'exploitation s'est amélioré pour les deux périodes, grâce principalement à l'apport considérable de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée avec LSEG (se reporter à la rubrique « Résumé – Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Le BAIIA ajusté, qui exclut l'apport de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, s'est accru au deuxième trimestre en raison des mouvements du change, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant été en grande partie contrebalancée par la hausse des charges, y compris des coûts et investissements engagés pour repositionner la société après la séparation du secteur Activités financières et risque. Le BAIIA ajusté a fléchi pour le semestre, la hausse des charges ayant plus que contrebalancé l'augmentation des produits des activités ordinaires. La marge du BAIIA ajusté a diminué pour les deux périodes pour les mêmes raisons. L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence favorable de 10 M\$ et de 70 pb et de 19 M\$ et de 60 pb sur le BAIIA ajusté et la marge connexe du deuxième trimestre et du premier semestre de 2019, respectivement.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement a augmenté au deuxième trimestre, ce qui s'explique par la hausse du BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement étant demeurées essentiellement inchangées, mais la marge connexe a diminué du fait des mêmes facteurs qui ont influé sur la marge du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont augmenté pour le semestre, le recul du BAIIA ajusté ayant été plus que compensé par la diminution des dépenses d'investissement.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Total	Variation	2019	2018	Total	Variation
				Devises constantes				Devises constantes
Charges d'exploitation	1 070	964	11 %	14 %	2 161	1 916	13 %	16 %

Les charges d'exploitation ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, principalement du fait de la hausse des investissements effectués à l'égard du repositionnement de notre société après la séparation du secteur Activités financières et risque et des coûts engagés pour fournir du contenu éditorial à Refinitiv, puisque ces coûts étaient attribués au secteur Activités financières et risque à la période correspondante de l'exercice précédent. Les investissements effectués en vue du repositionnement de nos activités comprennent notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail. L'adoption d'IFRS 16 s'est traduite par une réduction des charges d'exploitation de 10 M\$ et de 19 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2019, respectivement. Les charges d'exploitation reflètent l'incidence favorable du change attribuable à l'appréciation du dollar américain.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	29	29 %	72	59	22 %
Dotation aux amortissements des logiciels	104	100	3 %	209	198	5 %
Total partiel	142	129	9 %	281	257	9 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	28	(8) %	52	57	(8) %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté pour les deux périodes, en raison surtout de la hausse de la charge d'amortissement de 11 M\$ et de 19 M\$ découlant de l'adoption d'IFRS 16 au deuxième trimestre et au premier semestre de 2019, respectivement.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué pour les deux périodes, l'achèvement de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles identifiables acquises au cours d'exercices antérieurs ayant plus que contrebalancé l'amortissement d'actifs nouvellement acquis dans le cadre de l'acquisition d'Integration Point en novembre 2018.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Autres profits d'exploitation, montant net	261	14	305	12

Le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 tiennent compte d'un apport respectif de 256 M\$ et de 275 M\$ découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG (se reporter à la rubrique « Résumé – Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Le montant inscrit au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » tient compte également des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Le montant inscrit pour le premier semestre de 2019 tient compte des profits nets tirés de la vente de plusieurs petites entreprises. Les chiffres des deux périodes correspondantes de 2018 tiennent compte d'un profit sur la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à Woodbridge, le principal actionnaire de la société.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Charge d'intérêts, montant net	37	81	(55) %	72	159	(55) %

La diminution du montant net de la charge d'intérêts pour les deux périodes reflète principalement la réduction significative de la dette, puisque nous avons utilisé une partie du produit tiré de la transaction de vente du secteur Activités financières et risque en 2018 pour rembourser une tranche de 4 G\$ de la dette. Nous avons également investi 2 G\$ de ce produit, ce qui a contribué à la hausse du produit d'intérêts.

Autres charges financières (produits financiers)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Autres charges financières (produits financiers)	18	(14)	29	(21)

Les autres charges financières (produits financiers) comprennent les profits et pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe et, pour 2018, les profits résultant des modifications apportées aux contrats de change.

Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	(129)	–	(231)	–
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	3	2	8	4
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(126)	2	(223)	4

Notre quote-part de la perte après impôt tirée de notre participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv de même que les dépenses engagées par Refinitiv pour élargir l'échelle de ses activités en fonction de sa cible en matière d'économies de coûts. Refinitiv avait réalisé des économies de 380 M\$ en rythme annualisé à la fin du deuxième trimestre et prévoit réaliser les deux tiers des économies annualisées totales qu'elle cible d'ici à la fin de 2019. Refinitiv estime qu'elle est en bonne voie d'atteindre sa cible en matière d'économies de coûts annualisées de 650 M\$ d'ici la fin de 2020.

Il n'y a pas de chiffres correspondants pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2018 puisque la participation dans Refinitiv a été créée le 1^{er} octobre 2018. L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de notre participation dans Refinitiv.

Charge (produit) d'impôt

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Charge (produit) d'impôt	50	(3)	55	24

La charge (le produit) d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. La répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires pourrait différer de la répartition pour l'exercice complet, ce qui signifie que la charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif de la charge (du produit) d'impôt de l'exercice complet.

De plus, divers ajustements et transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge (du produit) d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge (le produit) d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité				
Taux d'imposition des sociétés ¹⁾	–	(14)	–	(14)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	(4)	–	(15)	2
Total partiel	(4)	(14)	(15)	(12)
Impôt lié à ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(4)	(6)	(9)	(12)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(33)	–	(60)	1
Autres profits d'exploitation, montant net	70	–	77	–
Total partiel	33	(6)	8	(11)
Total	29	(20)	(7)	(23)

1) Liés aux variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition et de la transaction du secteur Activités financières et risque.

2) Liés essentiellement aux exigences relatives aux cessions et aux acquisitions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou de notre produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils se rapportent. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2019	2018	2019	2018
Charge (produit) d'impôt	50	(3)	55	24
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(29)	20	7	23
Autre ajustement :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	8	2	8	(2)
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	29	19	70	45

1) Ajustement visant à refléter l'impôt au taux d'impôt effectif estimé pour l'ensemble de l'exercice, compte tenu de la normalisation des avantages découlant de l'évolution favorable de litiges fiscaux. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Résultat et résultat dilué par action tirés des activités poursuivies

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Résultat tiré des activités poursuivies	216	142	52 %	342	314	9 %
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,43 \$	0,20 \$	115 %	0,68 \$	0,44 \$	55 %

L'augmentation du résultat tiré des activités poursuivies est principalement attribuable à la hausse du résultat d'exploitation, qui reflète l'apport considérable de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG (se reporter à la rubrique « Résumé – Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Cet apport a été partiellement contrebalancé par les pertes des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le résultat dilué par action a aussi augmenté étant donné que ces facteurs ont été neutralisés par l'incidence favorable de la diminution importante du nombre d'actions ordinaires en circulation découlant des rachats d'actions et du regroupement d'actions de la société en novembre 2018. L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence significative sur le résultat tiré des activités poursuivies et le montant par action connexe.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Résultat ajusté	146	119	24 %	327	316	4 %
Résultat ajusté par action	0,29 \$	0,17 \$	71 %	0,65 \$	0,44 \$	48 %

L'augmentation du résultat ajusté et du résultat ajusté par action pour les deux périodes est attribuable à la baisse de la charge d'intérêts, qui a plus que contrebalancé l'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ainsi que de la charge d'impôt, et, pour le semestre, à la diminution du BAIIA ajusté. En outre, l'augmentation du résultat ajusté par action enregistrée pour les deux périodes reflète la diminution importante du nombre d'actions ordinaires en circulation découlant des rachats d'actions et du regroupement d'actions de la société en novembre 2018.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires pour chaque secteur et pour les unités au sein de chaque secteur.

Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Produits récurrents	555	539	3 %	4 %	1 105	1 072	3 %	4 %
Produits tirés des transactions	48	54	(10) %	(9) %	92	106	(12) %	(11) %
Produits des activités ordinaires	603	593	2 %	3 %	1 197	1 178	2 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	232	198	17 %	16 %	459	389	18 %	18 %
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	38,5 %	33,5 %	500 pb	430 pb	38,4 %	33,1 %	530 pb	470 pb

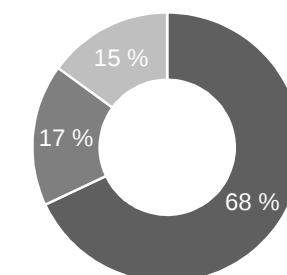
Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total et de 3 % en devises constantes pour les deux périodes, la hausse des produits récurrents (92 % du secteur Professionnels du droit pour les deux périodes) ayant été partiellement contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions qui a découlé de la vente de plusieurs petites entreprises.

Le total des produits des activités ordinaires et des produits récurrents a affiché une croissance interne de 4 % pour les deux périodes, en raison de l'apport considérable de Westlaw Edge, la plus récente version de notre plateforme de recherche juridique, et des avantages qui ont découlé de la croissance du taux de fidélisation. Les produits tirés des transactions ont affiché une croissance interne de 6 % pour le deuxième trimestre, mais ont diminué de 2 % pour le semestre en raison du calendrier des activités liées aux produits Elite.

Les produits tirés des cabinets juridiques, qui comprennent de grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers des produits des activités ordinaires du secteur, ont progressé de 2 % pour les deux périodes. Les produits à l'échelle mondiale, qui représentent les cabinets juridiques de plus petite taille hors des États-Unis, ont augmenté de 3 % et de 4 % pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, et les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 6 % et de 7 % pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires, de la diminution des charges découlant des mesures qui ont généré des gains d'efficacité en 2018 et du moment favorable où les charges ont été engagées. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 70 pb et de 60 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2019, nous nous attendons à ce que la marge du BAIIA ajusté sectoriel du secteur Professionnels du droit soit supérieure à celle de 34,4 % enregistrée pour l'exercice 2018.

Produits du deuxième trimestre de 2019, par type de client



- Cabinets juridiques
- À l'échelle mondiale
- Pouvoirs publics

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Produits récurrents	269	243	11 %	12 %	538	486	11 %	12 %
Produits tirés des transactions	49	53	(8) %	(6) %	132	139	(5) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	318	296	8 %	9 %	670	625	7 %	9 %
BAIIA ajusté sectoriel	102	95	8 %	7 %	220	206	7 %	6 %
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	32,2 %	32,0 %	20 pb	(70) pb	32,9 %	32,9 %	–	(80) pb

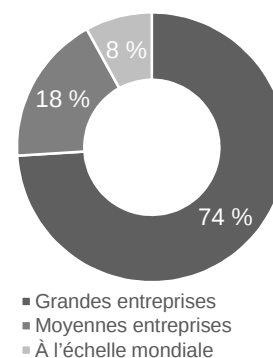
Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 8 % et de 7 % au total pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, et ont augmenté de 9 % en devises constantes pour les deux périodes. Pour toutes les périodes, la hausse des produits récurrents (85 % du secteur Grandes sociétés pour le deuxième trimestre) a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions, qui ont été moins élevés en partie du fait de la vente de nos activités liées à Pangea3 et aux services juridiques gérés en mai 2019. L'apport d'Integration Point, un fournisseur de solutions de gestion du commerce international acquis en novembre 2018, a représenté 3 % du total de la croissance des produits des activités ordinaires.

Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 7 % pour le deuxième trimestre et de 6 % pour le semestre, ce qui reflète la croissance interne de 9 % affichée par les produits récurrents pour les deux périodes et le recul de la croissance interne de 2 % et de 3 % affiché par les produits tirés des transactions pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Les produits tirés des grandes entreprises clientes et des entreprises clientes de taille moyenne se sont accrus de 10 % et de 7 %, respectivement, pour le deuxième trimestre et de 9 % et de 6 %, respectivement, pour le semestre du fait de l'augmentation des produits juridiques et fiscaux. Par ailleurs, l'acquisition d'Integration Point a eu une incidence favorable sur les produits tirés des grandes entreprises clientes. L'ensemble des activités a affiché une croissance de 4 % et de 6 % provenant des activités en Asie pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté pour les deux périodes puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que contrebalancé l'augmentation des charges. La marge du BAIIA ajusté sectoriel a légèrement augmenté pour le deuxième trimestre et n'a pas varié pour le premier semestre, ce qui s'explique par les mouvements du change qui ont eu une incidence favorable de 90 pb et de 80 pb sur la marge du BAIIA ajusté du deuxième trimestre et du premier semestre, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La marge du BAIIA ajusté sectoriel a enregistré une baisse en devises constantes pour les deux périodes étant donné que l'effet dilutif de l'acquisition d'Integration Point a plus que contrebalancé la hausse des produits des activités ordinaires.

Produits du deuxième trimestre de 2019, par type de client



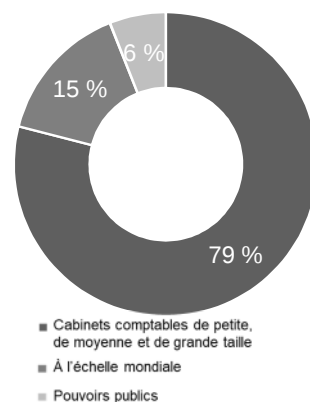
Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
	2019	2018	Total	Devises constantes	2019	2018	Total	Devises constantes
Produits récurrents	147	139	6 %	9 %	320	306	5 %	8 %
Produits tirés des transactions	35	37	(6) %	(4) %	84	87	(4) %	(2) %
Produits des activités ordinaires	182	176	3 %	6 %	404	393	3 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	60	41	47 %	45 %	153	121	26 %	29 %
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	33,0 %	23,2 %	980 pb	880 pb	37,9 %	30,9 %	700 pb	690 pb

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 3 % au total et de 6 % en devises constantes pour les deux périodes, l'augmentation des produits récurrents (81 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre) ayant plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions. La hausse des produits récurrents en devises constantes enregistrée pour les deux périodes rend compte de la croissance considérable en Amérique latine. La croissance est entièrement d'origine interne.

Les produits tirés des cabinets d'experts-comptables de toute envergure aux États-Unis ont augmenté de 4 % pour les deux périodes. Les produits réalisés à l'échelle mondiale ont augmenté de 27 % pour le deuxième trimestre et de 21 % pour le premier semestre, ce qui reflète le volume élevé des ventes en Amérique latine. Les produits tirés des clients gouvernementaux, soit la plus petite composante du secteur Fiscalité et comptabilité, ont fléchi de 11 % au deuxième trimestre et de 8 % au premier semestre.

Produits du deuxième trimestre de 2019, par type de client



Le BAIIA ajusté sectoriel et les marges connexes ont augmenté pour les deux périodes, du fait de la hausse des produits des activités ordinaires, de la réduction des charges découlant des mesures qui ont généré des gains d'efficience en 2018 et du moment favorable où les charges ont été engagées. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 100 pb et de 10 pb sur la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations du calendrier des produits et des charges peuvent influencer sur les marges trimestrielles.

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Produits récurrents	144	63	129 %	132 %	287	125	129 %	134 %
Produits tirés des transactions	12	9	28 %	25 %	24	19	25 %	28 %
Produits des activités ordinaires	156	72	116 %	118 %	311	144	116 %	120 %
BAlIA ajusté sectoriel	10	8	36 %	—	26	16	67 %	42 %
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	6,6 %	10,5 %	(390) pb	(580) pb	8,4 %	10,9 %	(250) pb	(400) pb

Les produits des activités ordinaires ont enregistré une forte augmentation au total et en devises constantes pour les deux périodes, en raison des nouveaux produits des activités ordinaires qui ont découlé du fait que le secteur fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes d'une entente de 30 ans conclue en octobre 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires a augmenté de 2 % et de 3 %, pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, en raison principalement de la hausse de prix au-delà de la valeur minimale prévue par l'entente avec Refinitiv et de la croissance des produits tirés des solutions client attribuable surtout à des questions de calendrier.

Aux termes de l'entente de 30 ans conclue avec Refinitiv en octobre 2018, le secteur Reuters News comptabilisera des produits des activités ordinaires d'au moins 325 M\$ par année. Étant donné que les produits des activités ordinaires devraient être largement contrebalancés par les dépenses connexes dans les résultats du secteur Reuters News, aucune augmentation correspondante du BAlIA ajusté n'a été comptabilisée. Avant la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque, les coûts de production de ce contenu étaient attribués à notre secteur Activités financières et risque et, par conséquent, étaient pris en compte dans les activités abandonnées plutôt qu'en tant que composante du BAlIA ajusté du secteur Reuters News. Dorénavant, le secteur Reuters News tient compte de ces coûts dans son BAlIA ajusté.

Le BAlIA ajusté sectoriel a augmenté pour les deux périodes du fait de l'incidence favorable des mouvements du change, la hausse enregistrée pour le semestre s'expliquant également par le moment favorable où les charges ont été engagées. Au deuxième semestre de 2019, nous nous attendons à une baisse du BAlIA ajusté sectoriel en raison de coûts et d'investissements plus élevés par rapport au premier semestre de 2019. Malgré la hausse du BAlIA ajusté sectoriel enregistrée pour les deux périodes, la marge connexe a fléchi en raison de l'effet dilutif de l'entente conclue avec Refinitiv. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 190 pb et de 150 pb sur la marge du BAlIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Produits des activités ordinaires	164	174	(6) %	(3) %	329	351	(6) %	(4) %
BAlIA ajusté sectoriel	73	76	(5) %	(4) %	147	157	(7) %	(6) %
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	44,2 %	43,8 %	40 pb	(30) pb	44,5 %	44,7 %	(20) pb	(100) pb

Les produits des activités ordinaires ont diminué de 6 % au total pour les deux périodes et de 3 % et de 4 % en devises constantes pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement, recul entièrement d'origine interne. Pour l'exercice complet, nous nous attendons à une baisse des produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales d'environ 5 %.

Le BAlIA ajusté sectoriel a fléchi pour les deux périodes en raison de la baisse des produits des activités ordinaires, atténuée par la diminution des charges attribuable au contrôle rigoureux des coûts de ce secteur. La marge du BAlIA ajusté sectoriel s'est accrue au deuxième trimestre en raison des mouvements du change, qui ont eu une incidence favorable de 70 pb par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge du BAlIA ajusté sectoriel a fléchi légèrement au premier semestre et tient compte de l'incidence favorable de 80 pb des mouvements du change par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Charges liées au siège social	122	70	253	111

L'augmentation des charges liées au siège social enregistrée pour les deux périodes rend compte essentiellement des investissements visant à repositionner nos activités après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Résultats des activités abandonnées

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	515	(37)	32

Les résultats du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 tiennent compte de charges résiduelles et de charges au titre de passifs liés à des entreprises qui étaient auparavant classées dans les 'activités abandonnées, y compris le secteur Activités financières et risque. Le résultat du secteur Activités financières et risque pour le premier semestre de 2018 a été en grande partie contrebalancé par une charge d'impôt différé de 812 M\$ liée à la vente du secteur Activités financières et risque. Un produit d'impôt différé de 32 M\$ a été comptabilisé au deuxième trimestre de 2018 en raison d'une révision des estimations.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous avons une stratégie rigoureuse en matière de capital qui est harmonisée avec notre stratégie d'affaires. Nous veillons à nous assurer que nous possédons la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions externes, tout en maintenant notre levier financier et la qualité de notre crédit à long terme et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Nos principales sources de trésorerie sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions. Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Nous sommes d'avis que notre capacité continue à générer d'importants flux de trésorerie disponibles illustre la résilience et la stabilité de notre modèle d'entreprise. Nous croyons également que les mesures d'exploitation visant à favoriser la croissance des produits des activités ordinaires et des marges continueront de générer d'importants flux de trésorerie disponibles. Cependant, en 2019, nos flux de trésorerie disponibles se ressentent grandement des coûts qui sont engagés pour mener à bien notre séparation d'avec Refinitiv et pour repositionner notre entreprise en vue d'assurer sa croissance. Nous nous attendons à ce que nos résultats financiers pour 2020 reflètent l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés de ces mesures. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

En 2018, nous avons mis de côté une tranche de 2 G\$ du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque en vue d'acquisitions ou de rachats d'actions. En juillet 2019, nous avons acquis Confirmation, un fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats, et HighQ, un fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires. En novembre 2018, nous avons acquis Integration Point, un fournisseur de solutions de gestion du commerce international destinées aux professionnels du secteur du commerce et de la conformité. Nous avons dépensé environ la moitié de notre fonds d'investissement de 2 G\$ afin de renforcer nos activités dans les secteurs du droit, de la fiscalité et de la comptabilité et des grandes sociétés en nous tournant vers des entreprises de conception de logiciels infonuagiques qui, selon nous, offriront des occasions d'améliorer notre positionnement, de mieux servir nos clients et de favoriser notre croissance interne. Nous nous attendons à ce qu'au départ, ces acquisitions soient dilutives pour notre marge du BAIIA ajusté. Toutefois, nous nous attendons à ce que, dans un délai de 24 mois, chacune des acquisitions devienne relative pour notre marge du BAIIA ajusté.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue conjointement avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation (en \$)	2019	2018	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	141	803	(662)	83	1 222	(1 139)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(105)	(225)	120	(153)	(539)	386
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(186)	(178)	(8)	(527)	(308)	(219)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(150)	400	(550)	(597)	375	(972)
Écarts de conversion	-	(13)	13	2	(12)	14
Trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture de la période	2 258	844	1 414	2 703	868	1 835
Trésorerie et découverts bancaires à la clôture de la période	2 108	1 231	877	2 108	1 231	877
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles (compte tenu des activités abandonnées)	1	555	(554)	(176)	675	(851)

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué pour les deux périodes, principalement en raison de la perte des flux de trésorerie provenant de notre ancien secteur Activités financières et risque duquel nous avons vendu une participation donnant le contrôle le 1^{er} octobre 2018 ainsi que des investissements visant à repositionner Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société. Le premier semestre de 2019 tient compte également d'une cotisation de 167 M\$ au régime de retraite.

Activités d'investissement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont diminué pour les deux périodes, principalement en raison de la réduction des dépenses d'investissement, qui se sont chiffrées à 130 M\$ pour le deuxième trimestre de 2019 (240 M\$ pour le semestre), contre 269 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018 (556 M\$ pour le semestre). Les flux de trésorerie du deuxième trimestre de 2018 comprenaient un montant de 138 M\$ (246 M\$ pour le semestre) au titre du secteur Activités financières et risque, qui était classé dans les activités abandonnées. Les flux de trésorerie des deux périodes de 2019 comprennent aussi le produit tiré de la vente de plusieurs petites entreprises.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont augmenté pour les deux périodes, ce qui s'explique par le fait que les sorties nettes du deuxième trimestre et du premier semestre de 2018 tenaient compte du produit respectif de 443 M\$ et de 561 M\$ tiré du montant net des emprunts. Les rachats d'actions ont été moins élevés pour les deux périodes de 2019, étant donné que nous n'avons effectué aucun rachat d'actions ordinaires au deuxième trimestre de 2019. Les dividendes versés sur les actions ordinaires ont également été moins élevés pour les deux périodes de 2019 en raison des diminutions antérieures du nombre d'actions en circulation de la société. Nous avons remis 175 M\$ (598 M\$ en 2018) et 539 M\$ (834 M\$ en 2018) aux porteurs de nos actions ordinaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions au deuxième trimestre et au premier semestre de 2019, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir des renseignements supplémentaires concernant le programme de rachat d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. L'importante augmentation de la trésorerie pour les deux périodes reflète les fonds tirés du produit de la transaction du secteur Activités financières et risque que nous avons mis de côté à des fins d'acquisitions futures ou de rachats d'actions.

Flux de trésorerie disponibles. La diminution des flux de trésorerie disponibles pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, en partie contrebalancée par les dépenses d'investissement moins élevées.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après.

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficace et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y a eu aucun emprunt sous forme de papier commercial au premier semestre de 2019.
- **Facilités de crédit.** Nous disposons d'une convention de facilité de crédit de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021 et peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt impayé au 30 juin 2019. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 110 points de base. Nous pouvons demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à concurrence d'un total de 3,0 G\$ pour la facilité de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Nous envisageons une réduction du niveau de cet engagement en raison de la réduction de la taille de la société à la suite de la transaction du secteur Activités financières et risque.

Si Moody's ou Standard & Poor's abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un

relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts que contractent nos filiales en vertu de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Au 30 juin 2019, nous respectons cette clause restrictive.

- **Prospectus préalable relatif à des titres de créance.** Nous avons déposé un prospectus préalable, aux termes duquel nous pouvons émettre à l'occasion des titres de créance d'un montant en capital maximal de 3,0 G\$ jusqu'en août 2020. Nous n'avons émis aucun titre de créance aux termes de ce prospectus.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F2
Tendances ou perspectives	Perspective négative	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2019, nous avons annoncé une augmentation de 0,04 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,44 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2019). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	2019	2018
Dividendes déclarés par action	0,360 \$	0,345 \$	0,72 \$	0,69 \$
Dividendes déclarés	180	245	361	490
Dividendes réinvestis	(5)	(6)	(12)	(15)
Dividendes versés	175	239	349	475

- **Rachats d'actions.** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »), qui permet le rachat d'actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la Bourse de New York (« NYSE »), à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspond au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

En février 2019, nous avons annoncé que nous prévoyons racheter un montant maximal supplémentaire de 250 M\$ de nos actions ordinaires en 2019. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, nous avons racheté une tranche de 190 M\$ de nos actions ordinaires, dont des actions ordinaires d'une valeur d'environ 40 M\$ qui ont été rachetées au moyen du solde du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque, comme nous l'avions annoncé en 2018.

Le tableau ci-après fait état des rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	–	359	190	359
Actions rachetées (en millions)	–	9,1	3,5	9,1
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	–	39,54 \$	53,93 \$	39,54 \$

Nous n'avons racheté aucune action au deuxième trimestre de 2019.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 16,5 G\$ au 30 juin 2019, en baisse de 0,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2018. La diminution s'explique d'abord et avant tout par un solde de trésorerie moins important. Se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » plus haut pour plus de renseignements.

Au 30 juin 2019, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,9 G\$ à celle du total des passifs courants, ce qui s'explique surtout par un important solde de trésorerie qui comprend une partie du produit de la transaction du secteur Activités financières et risque que nous avons mis de côté aux fins d'acquisitions futures et de rachats d'actions. Nos passifs courants excèdent habituellement nos actifs courants puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. En règle générale, nous inscrivons donc un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette¹⁾

	30 juin 2019	31 décembre 2018
(en millions de dollars américains)		
Dette courante	–	3
Dette à long terme	3 233	3 213
Total de la dette	3 233	3 216
Swaps	62	76
Total de la dette compte tenu des swaps	3 295	3 292
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture²⁾	–	4
Total de la dette compte tenu des contrats de couverture de change	3 295	3 296
Déduire : coûts de transactions et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	38	40
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)³⁾	217	–
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie⁴⁾	(2 108)	(2 706)
Dette nette	1 442	630

1) La dette nette est une mesure financière non conforme aux IFRS qui est définie à l'annexe A du présent rapport de gestion.

2) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

3) En 2019, nous avons révisé notre définition de la dette nette pour tenir compte des obligations locatives comptabilisées du fait de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019.

4) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 34 M\$ et à 24 M\$ au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

Au 30 juin 2019, le total de notre dette (compte tenu des swaps) s'élevait à 3,3 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et elles ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2019, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 11 ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (compte tenu des swaps) s'établissait à moins de 5 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, demeure nettement inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1, en raison de notre important solde de trésorerie, qui comprend une partie du produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque que nous avons mis de côté à des fins d'acquisitions futures ou de rachats d'actions.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes parties à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces différends portent notamment sur des questions liées à l'emploi, des questions commerciales et des poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces différends ne sont pas encore réglés, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel de 2018, où sont détaillés les risques liés aux questions fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » de la section « Renseignements supplémentaires » ci-après.

Priorités

Nos segments axés sur le client sont emblématiques des principaux secteurs dans lesquels nous estimons être en mesure de créer une valeur intéressante pour nos clients. Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité ont généré quelque 80 % de nos produits des activités ordinaires pour 2018 et ont affiché une croissance interne totale de 4 %. Nous entendons concentrer nos investissements dans ces secteurs, soit plus précisément élargir notre approche orientée sur les plateformes pour nos divers produits et services, et nous tourner de plus en plus vers l'intelligence artificielle, les analyses et le nuage pour accroître l'influence, l'efficacité, la rapidité et l'ampleur de notre société et de nos clients.

Pour repositionner nos activités de manière à favoriser la croissance, nous mettrons l'accent sur les cinq grandes priorités suivantes en 2019 :

- **Accroître les produits des activités ordinaires** par l'acquisition de nouveaux clients, le recours à de meilleures analyses, l'augmentation des ventes croisées et des ventes de produits supplémentaires, ainsi que l'amélioration de la fidélisation de la clientèle.
- **Créer un modèle opérationnel plus axé sur le client** afin de mieux concevoir nos produits et services de même que notre approche de mise en marché.
- **Servir les clients au moyen de plateformes numériques**, ce qui améliorera à notre avis l'expérience de bout en bout, en plus d'accroître les ventes et la fidélisation de la clientèle.
- **Simplifier notre société**, notamment en éliminant ou en cédant des produits non stratégiques.
- **Investir dans nos gens** en bâtissant une organisation plus uniforme et productive, et en réduisant le nombre de paliers de gestion afin de permettre à nos employés de servir nos clients avec plus d'agilité.

Perspectives financières révisées

Nous avons initialement communiqué nos perspectives commerciales pour les exercices 2019 et 2020 en février 2019. À la lumière de notre performance au premier semestre de 2019, nous avons révisé à la hausse nos perspectives à l'égard de la croissance des produits des activités ordinaires et du BAIIA ajusté pour les exercices 2019 et 2020 le 1^{er} août 2019. Nos perspectives pour 2019 et 2020 :

- posent l'hypothèse que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2018;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions futures qui pourraient survenir en 2019 ou en 2020.

Nous pensons que ce type d'orientation fournit des renseignements utiles sur la performance de nos secteurs d'activité.

De plus, les coûts non recouvrables devraient être entièrement éliminés en 2019. Ainsi, nos perspectives révisées pour 2020 ne comprennent pas de coûts non recouvrables, et nous nous attendons à ce que les charges liées au siège social se situent entre 140 M\$ et 150 M\$, alors qu'elles se situaient entre 140 M\$ et 190 M\$ selon les perspectives initiales pour 2020. Les perspectives initiales et révisées pour l'ensemble de l'exercice sont présentées ci-dessous à des fins de comparaison. Nous présentons les perspectives pour deux exercices complets en raison de l'incidence notable, sur les résultats de l'exercice 2019, des coûts engagés pour séparer notre société de Refinitiv et la repositionner afin de favoriser sa croissance. En comparaison, 2020 devrait être le premier exercice au cours duquel nos résultats financiers refléteront l'incidence des mesures que nous avons prises sans que celle-ci soit atténuée par les coûts élevés de ces mesures.

	Perspectives initiales pour 2019	Perspectives révisées pour 2019	Perspectives initiales pour 2020	Perspectives révisées pour 2020
Avant l'effet du change et compte non tenu de l'incidence des acquisitions et cessions futures				
Produits des activités ordinaires	De 7,0 % à 8,5 % Croissance interne de 3,0 % à 3,5 % ¹⁾	De 7,0 % à 8,5 % Croissance interne de 3,5 % à 4,0 % ¹⁾	Croissance interne de 3,5 % à 4,5 %	Croissance interne de 4,0 % à 4,5 %
BAIIA ajusté	Entre 1,4 G\$ et 1,5 G\$	Entre 1,45 G\$ et 1,5 G\$	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté	s. o.	s. o.	De 30,0 % à 31,0 %	Environ 31,0 %
Total des charges liées au siège social	Environ 570 M\$	Inchangé	Entre 140 M\$ et 190 M\$	Entre 140 M\$ et 150 M\$
Charges de base liées au siège social	Environ 140 M\$	Inchangé	Environ 140 M\$	Entre 140 M\$ et 150 M\$
Coûts non recouvrables	Environ 100 M\$	Inchangé	Entre 0 \$ et 50 M\$ environ	–
Coûts non récurrents	Environ 330 M\$	Inchangé	–	Inchangé
Flux de trésorerie disponibles	Entre 0 \$ et 300 M\$	Inchangé	Entre 1,0 G\$ et 1,2 G\$	Inchangé
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	Environ 9 %	Inchangé	De 7,5 % à 8,0 %	Inchangé
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 600 M\$ et 625 M\$	Inchangé	À déterminer	À déterminer
Charge d'intérêts	Entre 150 M\$ et 175 M\$	Inchangé	À déterminer	À déterminer
Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté	De 16 % à 19 %	Inchangé	Environ 20 %	Inchangé

1) Aux fins du calcul de la croissance interne, la valeur initiale de l'entente de 30 ans entre la société et Refinitiv conclue le 1^{er} octobre 2018 est considérée comme une acquisition jusqu'au 1^{er} octobre 2019.

Le total des charges liées au siège social tient compte de nos charges de base liées au siège social et de ce qui suit :

- des coûts non recouvrables, que nous définissons comme les coûts qui ne seront pas éliminés dans le cadre de la vente de la participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque, ainsi que des coûts découlant de la perte de synergies associées à certains avantages liés aux économies d'échelle par suite de la transaction;
- des coûts et des investissements dans Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société, dont une part devrait représenter des dépenses d'investissement qui n'auront aucune incidence sur le BAIIA ajusté.

Les perspectives indiquées ci-dessus tiennent compte de l'incidence de l'IFRS 16, qui est entrée en vigueur en 2019. L'application de l'IFRS 16 devrait accroître à la fois le BAIIA ajusté et la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels d'environ 40 M\$ en 2019 et d'environ 50 M\$ en 2020. La nouvelle norme comptable n'aura aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants qui, selon nous, pourraient faire en sorte que le rendement réel diffère de nos attentes pour les exercices 2019 et 2020.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- Le produit intérieur brut (PIB) enregistrera une croissance aux États-Unis (77 % du chiffre d'affaires en 2018) et dans la majorité des pays où nous exerçons nos activités. - Les services d'information et les outils de qualité qui aident à automatiser ou à gérer les flux de travail et à accroître la productivité et l'efficacité feront l'objet d'une demande soutenue. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante feront l'objet d'une demande soutenue. - Le nombre de clients qui désirent se prévaloir de logiciels-services ou d'autres solutions infonuagiques continuera d'augmenter. - Nos produits récurrents et nos produits tirés des transactions, qui sont supérieurs à la baisse anticipée des produits tirés du secteur Publications mondiales, devraient afficher une croissance. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce à l'amélioration de nos plateformes et de nos propositions numériques et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation. - Nous continuerons à conjuguer notre expertise en matière d'information, de technologie et de personnes pour créer des solutions qui répondent à la demande et aux besoins changeants des clients.	- L'incertitude entourant l'économie mondiale découlant de facteurs comme la réforme continue de la réglementation dans le monde et les bouleversements politiques pourrait réduire les occasions d'affaires pour nos clients, ce qui contracterait la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - Les pressions exercées sur certains clients pourraient les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes et aux produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Nous poursuivrons les investissements dans les marchés en croissance, le service à la clientèle, le développement des produits et les capacités numériques. - Nous éliminerons complètement les coûts non recouvrables liés à la transaction du secteur Activités financières et risque d'ici la fin de 2019. - Nous mènerons à bien des initiatives d'efficience qui se traduiront par des économies de coûts, dont des initiatives visant à réduire les effectifs, le nombre de locaux de bureaux et la gamme de produits proposée par la société et à utiliser un moins grand nombre de plateformes technologiques partagées.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût des investissements nécessaires pourrait dépasser les prévisions, ou les rendements réels pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté. - Les coûts engagés pour repositionner les activités à la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque d'avec le reste de la société pourraient être plus élevés que prévu. - La réduction de notre base de coûts pourrait être moins importante que prévu.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires, de BAIIA ajusté et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter environ 9,0 % des produits des activités ordinaires pour 2019 et de 7,5 % à 8,0 % des produits des activités ordinaires pour 2020.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires, au BAIIA ajusté et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions, facteur qui entraînerait une hausse des sorties de trésorerie. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt de 2018 ont été comptabilisés. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 600 M\$ à 625 M\$ en 2019. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 150 M\$ à 175 M\$ en 2019.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change de 2019 à 2020 sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui comprennent les ajustements de juste valeur liés aux bons de souscription de Refinitiv détenus par la société et les profits ou les pertes qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 31 juillet 2019, l'actionnaire principal de la société, The Woodbridge Company Limited, détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions.

Transactions avec Refinitiv

Dans le cadre de la vente par la société d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente d'une durée de 30 ans commençant le 1^{er} octobre 2018 aux termes de laquelle Reuters News fournira au partenariat Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial d'une valeur minimale de 325 M\$ par année. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 168 M\$ au titre de cette entente. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé des produits de 12 M\$ au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net au titre de cette licence.

Pour faciliter la séparation, notre société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, notre société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

(en millions de dollars américains)	Semestre clos le 30 juin	
	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv – compte de charges de contrepartie	Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters – (charges)
Services de transition	17	(35)
Immeubles loués	18	(19)

Au 30 juin 2019, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de Refinitiv de 268 M\$ et un montant à payer à Refinitiv de 151 M\$.

Outre les transactions susmentionnées, aucune autre transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du semestre clos le 30 juin 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2018 figurant dans notre rapport annuel de 2018, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2018 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisitions

En juillet 2019, nous avons acquis Confirmation, un fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats, et HighQ, un fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires.

Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, nous avons annoncé avoir convenu, avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$. À la suite de cette transaction, le consortium de Blackstone et Thomson Reuters détiendront une participation combinée de 37 % dans LSEG, dont une tranche d'environ 15 % serait attribuée à Thomson Reuters. La transaction envisagée est assujettie à l'approbation des actionnaires de LSEG, aux autorisations d'ordre réglementaire et aux conditions usuelles de clôture. Elle devrait être conclue au cours du deuxième semestre de 2020. Nous prévoyons enregistrer un profit considérable à la clôture de la transaction.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un complément d'information sur les changements touchant les méthodes comptables, notamment au sujet de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* le 1^{er} janvier 2019, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2018, lequel figure dans notre rapport annuel de 2018, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugées raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, lequel figure dans notre rapport annuel de 2018. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2018, nos estimations comptables et jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) à la clôture de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre une initiative d'efficience à long terme qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications ainsi que rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon la nature et le volume du travail effectué, puisque nous continuerons de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Un certain nombre de contrôles clés sont toujours mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition, mais il n'y a pas eu de changements importants touchant les contrôles clés à l'égard des processus de communication de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du plus récent trimestre de 2019 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 31 juillet 2019, 501 157 261 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 5 795 244 options sur actions et un total de 3 306 252 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel de 2018 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la SEC des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales pour 2019 et 2020, au nombre d'actions de LSEG que la société s'attend à détenir indirectement à la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, aux attentes des parties selon lesquelles LSEG réglera la totalité de la contrepartie pour la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv au moyen de l'émission d'actions, aux attentes de LSEG quant aux synergies au chapitre des économies de coûts et des produits des activités ordinaires devant découler du regroupement envisagé, aux dividendes susceptibles d'être versés par LSEG à ses actionnaires, aux attentes actuelles de la société concernant le moment auquel aura lieu la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, aux attentes des parties quant à la création d'une entreprise regroupée et aux attentes de la société en ce qui a trait aux incidences fiscales possibles de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, ainsi que les énoncés concernant le fait que la société envisage de réduire le montant total de son engagement aux termes de sa convention de facilité de crédit et les énoncés concernant la croissance et la rentabilité futures de nos secteurs axés sur le client, l'incidence financière des entreprises récemment acquises et les économies de coûts ciblées par Refinitiv. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « sera » et autres expressions analogues. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garantis du rendement ou des résultats futurs et rien ne garantit que la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv sera réalisée ou que l'un ou l'autre des événements décrits dans tout autre énoncé prospectif se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. La plupart de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société et il peut être difficile d'en prédire les effets. Certains des facteurs susceptibles de causer un écart significatif entre les résultats ou événements réels et les attentes actuelles sont analysés plus haut à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel de 2018 et dans les documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société pour 2019 et 2020 sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2019 et 2020. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion.

Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs. L'information prospective à l'égard de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv a été préparée par LSEG, et Thomson Reuters n'assume aucune obligation de mettre à jour ou de réviser ces renseignements.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Sauf pour ce qui est des flux de trésorerie disponibles, toutes nos mesures non conformes aux IFRS excluent les résultats de notre secteur Activités financières et risque, qui ont été classés dans les activités abandonnées jusqu'au 1^{er} octobre 2018, date de clôture de la vente, et à titre de participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Refinitiv à compter du 1^{er} octobre 2018.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » de notre rapport de gestion. À la suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons mis à jour notre définition de la dette nette pour y inclure les obligations locatives. Nous avons également mis à jour notre définition des flux de trésorerie disponibles pour qu'ils continuent d'inclure les paiements de loyers qui sont dorénavant classés dans les activités de financement. En conséquence, le montant des flux de trésorerie disponibles reste le même malgré la modification qui touche la comptabilisation des contrats de location à l'état de la situation financière.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAIIA ajusté sectoriel, BAIIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAIIA ajusté sectoriel représente le résultat tiré des activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAIIA ajusté consolidé comprend le BAIIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Résultat tiré des activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Résultat tiré des activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Résultat net et montant connexe par action : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur, du montant net des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées. Le résultat ajusté par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions après dilution. Nous ajustons aussi le résultat et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi une mesure utilisée couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Résultat net et résultat dilué par action
Dette nette		
Dette totale, compte tenu de la juste valeur des instruments de couverture connexes, mais compte non tenu des coûts de transactions non amortis connexes, des surcotes ou décotes connexes et de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture ainsi que des obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Flux de trésorerie disponibles (des activités poursuivies et des activités abandonnées)		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées.	Facilite l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Variations avant effet du change (ou en devises constantes)		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou en devises constantes Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge connexe • Résultat ajusté par action	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre. Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. De plus, elle exclut la valeur initiale de l'entente de 30 ans conclue le 1^{er} octobre 2018 par Reuters News, qui est traitée comme une acquisition jusqu'au 1^{er} octobre 2019. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous ne détenions pas l'entreprise au cours de l'une ou l'autre des périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Rapprochement du résultat tiré des activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Résultat tiré des activités poursuivies	216	142	342	314
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	50	(3)	55	24
Autres charges financières (produits financiers)	18	(14)	29	(21)
Charge d'intérêts, montant net	37	81	72	159
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	28	52	57
Dotation aux amortissements des logiciels	104	100	209	198
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	29	72	59
BAIIA	488	363	831	790
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	126	(2)	223	(4)
Autres profits d'exploitation, montant net	(261)	(14)	(305)	(12)
Ajustements de juste valeur	2	1	3	4
BAIIA ajusté	355	348	752	778
Déduire : dépenses d'investissement	(130)	(131)	(240)	(310)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	225	217	512	468
Marge du BAIIA ajusté	25,0 %	26,6 %	25,8 %	28,9 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	15,9 %	16,6 %	17,6 %	17,4 %

Rapprochement du résultat net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	189	657	305	346
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	2	1	3	4
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	28	52	57
Autres profits d'exploitation, montant net	(261)	(14)	(305)	(12)
Autres charges financières (produits financiers)	18	(14)	29	(21)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	126	(2)	223	(4)
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	33	(6)	8	(11)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	(4)	(14)	(15)	(12)
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	27	(515)	37	(32)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires¹⁾	(8)	(2)	(8)	2
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	—	(2)	(1)
Résultat ajusté	146	119	327	316
Résultat ajusté par action	0,29 \$	0,17 \$	0,65 \$	0,44 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	503,0	710,1	503,2	710,8

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	141	803	83	1 222
Dépenses d'investissement	(130)	(131)	(240)	(310)
Produit des cessions d'immobilisations corporelles	2	27	2	27
Dépenses d'investissement liées aux activités abandonnées	–	(138)	–	(246)
Autres activités d'investissement	1	18	4	18
Paievements au titre du capital des contrats de location ¹⁾	(12)	–	(23)	–
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	–	(2)	(1)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle liés aux activités abandonnées	–	(24)	–	(35)
Flux de trésorerie disponibles	1	555	(176)	675

1) En 2019, nous avons mis à jour notre définition des flux de trésorerie disponibles afin d'y inclure les paiements au titre du capital des contrats de location par suite de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. En 2018, les paiements au titre des contrats de location étaient pris en compte dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)²⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	603	593	2 %	(1) %	3 %	(1) %	4 %
Grandes sociétés	318	296	8 %	(1) %	9 %	2 %	7 %
Fiscalité et comptabilité	182	176	3 %	(3) %	6 %	–	6 %
Reuters News	156	72	116 %	(2) %	118 %	116 % ³⁾	2 %
Publications mondiales	164	174	(6) %	(2) %	(3) %	–	(3) %
Éliminations	–	–					
Total des produits des activités ordinaires	1 423	1 311	9 %	(2) %	10 %	6 %	4 %

Rapprochement des variations des produits récurrents sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)²⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	555	539	3 %	(1) %	4 %	–	4 %
Grandes sociétés	269	243	11 %	(1) %	12 %	3 %	9 %
Fiscalité et comptabilité	147	139	6 %	(3) %	9 %	–	9 %
Reuters News	144	63	129 %	(3) %	132 %	131 % ³⁾	1 %
Total des produits récurrents	1 115	984	13 %	(2) %	15 %	9 %	5 %

2) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

3) Compte tenu de la valeur initiale des produits des activités ordinaires de Reuters News tirés de la fourniture de nouvelles et de contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans qui est entrée en vigueur au quatrième trimestre de 2018.

Rapprochement des variations des produits sectoriels et consolidés tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

		Trimestres clos les 30 juin					
		Variation					
		Total					
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	48	54	(10) %	(1) %	(9) %	(15) %	6 %
Grandes sociétés	49	53	(8) %	(2) %	(6) %	(4) %	(2) %
Fiscalité et comptabilité	35	37	(6) %	(2) %	(4) %	—	(4) %
Reuters News	12	9	28 %	3 %	25 %	—	25 %
Total des produits tirés des transactions	144	153	(6) %	(1) %	(5) %	(6) %	2 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

	Trimestres clos les 30 juin				
	Variation				
(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	2019	2018	Total	Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	232	198	17 %	1 %	16 %
Grandes sociétés	102	95	8 %	2 %	7 %
Fiscalité et comptabilité	60	41	47 %	2 %	45 %
Reuters News	10	8	36 %	36 %	—
Publications mondiales	73	76	(5) %	(1) %	(4) %
Charges liées au siège social	(122)	(70)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	355	348	2 %	2 %	—
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	38,5 %	33,5 %	500 pb	70 pb	430 pb
Grandes sociétés	32,2 %	32,0 %	20 pb	90 pb	(70) pb
Fiscalité et comptabilité	33,0 %	23,2 %	980 pb	100 pb	880 pb
Reuters News	6,6 %	10,5 %	(390) pb	190 pb	(580) pb
Publications mondiales	44,2 %	43,8 %	40 pb	70 pb	(30) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	25,0 %	26,6 %	(160) pb	80 pb	(240) pb
Charges d'exploitation consolidées	1 070	964	11 %	(3) %	14 %
Résultat ajusté par action consolidé	0.29 \$	0.17 \$	71 %	6 %	65 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

			Semestres clos les 30 juin				
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 197	1 178	2 %	(1) %	3 %	(1) %	4 %
Grandes sociétés	670	625	7 %	(1) %	9 %	2 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	404	393	3 %	(3) %	6 %	–	6 %
Reuters News	311	144	116 %	(4) %	120 %	117 % ²⁾	3 %
Publications mondiales	329	351	(6) %	(2) %	(4) %	–	(4) %
Éliminations	(1)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	2 910	2 690	8 %	(2) %	10 %	6 %	4 %

Rapprochement des variations des produits récurrents sectoriels et consolidés, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

			Semestres clos les 30 juin				
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 105	1 072	3 %	(1) %	4 %	–	4 %
Grandes sociétés	538	486	11 %	(1) %	12 %	3 %	9 %
Fiscalité et comptabilité	320	306	5 %	(3) %	8 %	–	8 %
Reuters News	287	125	129 %	(5) %	134 %	133 % ²⁾	1 %
Total des produits récurrents	2 250	1 989	13 %	(2) %	15 %	9 %	5 %

Rapprochement des variations des produits sectoriels et consolidés tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

			Semestres clos les 30 juin				
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2019	2018	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	92	106	(12) %	(1) %	(11) %	(9) %	(2) %
Grandes sociétés	132	139	(5) %	(1) %	(3) %	–	(3) %
Fiscalité et comptabilité	84	87	(4) %	(2) %	(2) %	–	(2) %
Reuters News	24	19	25 %	(3) %	28 %	–	28 %
Total des produits tirés des transactions	332	351	(5) %	(2) %	(4) %	(3) %	(1) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

2) Compte tenu de la valeur initiale des produits des activités ordinaires de Reuters News tirés de la fourniture de nouvelles et de contenu éditorial à Refinitiv aux termes de l'entente de 30 ans qui est entrée en vigueur au quatrième trimestre de 2018.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Semestres clos les 30 juin				
	2019	2018	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	459	389	18 %	—	18 %
Grandes sociétés	220	206	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	153	121	26 %	(3) %	29 %
Reuters News	26	16	67 %	25 %	42 %
Publications mondiales	147	157	(7) %	(1) %	(6) %
Charges liées au siège social	(253)	(111)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	752	778	(3) %	1 %	(4) %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	38,4 %	33,1 %	530 pb	60 pb	470 pb
Grandes sociétés	32,9 %	32,9 %	-	80 pb	(80) pb
Fiscalité et comptabilité	37,9 %	30,9 %	700 pb	10 pb	690 pb
Reuters News	8,4 %	10,9 %	(250) pb	150 pb	(400) pb
Publications mondiales	44,5 %	44,7 %	(20) pb	80 pb	(100) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	25,8 %	28,9 %	(310) pb	70 pb	(380) pb
Charges d'exploitation consolidées	2 161	1 916	13 %	(3) %	16 %
Résultat ajusté par action consolidé	0,65 \$	0,44 \$	48 %	5 %	43 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Depuis le 1^{er} octobre 2018, notre société détient une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détiennent une participation de 55 % dans Refinitiv. Une société liée à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et une société liée à GIC ont investi de concert avec Blackstone. Depuis le quatrième trimestre de 2018, nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % du résultat de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part du résultat après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Comme Refinitiv a été créée le 1^{er} octobre 2018, il n'existe pas d'états financiers présentant ses résultats pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour le premier semestre de 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, le tout d'après l'information que nous a fournie Refinitiv aux fins d'inclusion dans notre rapport de gestion. Un rapprochement des mesures conformes aux IFRS de Refinitiv et des mesures non conformes aux IFRS est également présenté dans cette annexe. L'information relative au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2018 que notre société a présentée précédemment pour le secteur Activités financières et risque a été établie selon un mode de présentation qui n'est pas tout à fait comparable à celui qu'emploie actuellement Refinitiv, puisque Refinitiv doit appliquer les règles comptables liées à l'acquisition de l'entreprise et qu'elle ne définit pas ses mesures non conformes aux IFRS de la même façon que nous. Afin de fournir une base raisonnable permettant d'évaluer les tendances au chapitre des revenus de l'entreprise, nous avons présenté les produits des activités ordinaires du secteur Activités financières et risque pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 tels que nous les avons précédemment présentés au titre des activités abandonnées avant le changement de propriété et nous avons également présenté une variation avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées.

Le 1^{er} août 2019, nous avons annoncé avoir convenu, avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. Se reporter à la rubrique « Résumé – Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

(en millions de dollars américains, sauf la marge)	Chiffres réels fournis par Refinitiv pour 2019	Chiffres présentés par Thomson Reuters pour 2018	Total	Variation Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
Trimestres clos les 30 juin				
Mesures conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 550	1 553	–	3 %
Perte nette	(267)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	273			
Dépenses d'investissement	106			
Mesures non conformes aux IFRS				
BAIIA ajusté	555			
Marge du BAIIA ajusté	35,8 %			
Flux de trésorerie disponibles	89			
Semestres clos les 30 juin				
Mesures conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	3 117	3 136	(1) %	3 %
Perte nette	(477)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	73			
Dépenses d'investissement	238			
Dette au 30 juin 2019	12 954			
Actions privilégiées au 30 juin 2019	1 111			
Mesures non conformes aux IFRS				
BAIIA ajusté	1 112			
Marge du BAIIA ajusté	35,7 %			
Flux de trésorerie disponibles	(252)			

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS ont été fournis par Refinitiv. Les définitions des mesures non conformes aux IFRS qu'utilise Refinitiv diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin
(en millions de dollars américains, sauf la marge)	2019	2019
Perte nette	(267)	(477)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Produit d'impôt	(41)	(66)
Charges financières	223	426
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	488	961
BAIIA	403	844
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(1)
Autres profits d'exploitation	(1)	-
Ajustements de juste valeur	25	46
Coûts liés à la transformation	129	223
BAIIA ajusté	555	1 112
Marge du BAIIA ajusté	35,8 %	35,7 %

Rapprochement des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin
(en millions de dollars américains)	2019	2019
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	273	73
Dépenses d'investissement	(106)	(238)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	1
Autres activités d'investissement	1	-
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(79)	(88)
Flux de trésorerie disponibles	89	(252)

Annexe D

Information trimestrielle (non auditée)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2019	31 mars 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017	30 septembre 2017
Produits des activités ordinaires	1 423	1 487	1 519	1 292	1 311	1 379	1 414	1 272
Résultat d'exploitation	447	274	146	162	204	268	254	288
Résultat tiré des activités poursuivies	216	126	(76)	(58)	142	172	302	143
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	(10)	3 478	349	515	(483)	289	205
Résultat net	189	116	3 402	291	657	(311)	591	348
Résultat attribuable aux actionnaires ordinaires	189	116	3 402	261	625	(339)	576	330
Résultat de base par action								
Tiré des activités poursuivies	0,43 \$	0,25 \$	(0,14) \$	(0,08) \$	0,20 \$	0,24 \$	0,42 \$	0,20 \$
Tiré des activités abandonnées	(0,05)	(0,02)	6,32	0,45	0,68	(0,72)	0,39	0,26
	0,38 \$	0,23 \$	6,18 \$	0,37 \$	0,88 \$	(0,48) \$	0,81 \$	0,46 \$
Résultat dilué par action								
Tiré des activités poursuivies	0,43 \$	0,25 \$	(0,14) \$	(0,08) \$	0,20 \$	0,24 \$	0,42 \$	0,20 \$
Tiré des activités abandonnées	(0,06)	(0,02)	6,32	0,45	0,68	(0,72)	0,39	0,26
	0,37 \$	0,23 \$	6,18 \$	0,37 \$	0,88 \$	(0,48) \$	0,81 \$	0,46 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Depuis le quatrième trimestre de 2018, nos produits des activités ordinaires tiennent compte des nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par le secteur Reuters News, étant donné qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes d'une entente de 30 ans conclue en octobre 2018. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires des trimestres suivant le trimestre clos le 31 mars 2018.

Résultat d'exploitation – Notre résultat d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier puisque la majorité de nos charges d'exploitation sont fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. Depuis le trimestre clos le 30 juin 2018, les dépenses d'investissement visant à repositionner notre société à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque pèsent lourd sur notre résultat d'exploitation. Par ailleurs, les autres profits d'exploitation, dont les profits découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société au deuxième trimestre de 2019 et les profits découlant de la vente d'entreprises et de participations au premier trimestre de 2019 et au troisième trimestre de 2017, ont eu une incidence favorable sur le résultat d'exploitation.

Résultat net – L'augmentation du résultat net au quatrième trimestre de 2018 découle d'un profit de 3,4 G\$ à la vente de notre secteur Activités financières et risque. La perte nette du premier trimestre de 2018 est attribuable à une charge d'impôt différé de 844 M\$ au titre de la vente d'une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque, prise en compte au poste « Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt ».